pourtant la plus dangereuse. Nous en tenons sérieusement compte et nous essayons d'en tirer profit. La critique est à la politique ce que la douleur est au corps humain. Ce n'est pas agréable, mais que deviendrait le corps sans elle? Sans les avertissements de notre douleur il n'y aurait pas de santé physique ou mentale possible.

Nous avons entendu de nombreux avertissements aujourd'hui, au cours des quelques dernières heures en particulier. A quoi nous heurtons-nous? On a claironné le chiffre de 6.6 p. 100 aux quatre coins de la Chambre des communes et on l'a commenté à longueur de discours. Bien sûr, ce taux de 6.6 p. 100 est élevé. Toutefois, ce n'est qu'à partir de 40 p. 100 environ—et les économistes qui siègent en face le savent—que le chômage devient structurel et critique. Un taux de chômage de 2.5 ou de 3 p. 100, environ, est inévitable. Les députés le savent, et nous aussi. N'essayons pas de souffler ces chiffres afin d'effrayer la population canadienne en faisant surgir le spectre d'une dépression dont il est impossible de sortir.

Des voix: Oh, oh!

M. Perrault: Je cite simplement des faits à l'opposition; ses membres savent qu'ils sont véridiques et que j'offre des renseignements exacts. Le problème, d'ailleurs difficile, est celui d'un pourcentage de chômage de 3.1 p. 100 au sein de la main-d'œuvre. Étant donné l'extrême progrès de la technologie, même en périodes prospères, je répète que nous aurons toujours environ 3 p. 100 de chômeurs. C'est un état de choses que les députés de l'opposition ont reconnu dans certaines de leurs déclarations à la Chambre des communes. Nous parlons d'une proportion de 3.1 p. 100 de la force ouvrière. Nous devons maintenant faire tout notre possible en faveur des intéressés. Nous ne pouvons nous permettre une acceptation fataliste ou passive de ce chiffre. En vérité, un accroissement n'est pas impossible si la tendance saisonnière se poursuit, et nous le savons. Nous pouvons compter que le chômage augmentera en janvier et en février, comme toujours. Rien ne nous permet d'espérer que les choses s'améliorent sensiblement sous peu, et que les niveaux du chômage cet été se rapprochent de la moyenne décennale.

Qui en est responsable? L'opposition a sérieusement tenté de faire du capital politique à ce sujet, en représentant à l'électorat que le méchant gouvernement d'Ottawa est à blâmer pour tout ce qui arrive. Cet après-midi, le chef du parti socialiste a commencé son discours en disant que le gouvernement est à blâmer. Il a dit que le gouvernement est cause de l'inflation d'il y a quelques mois. J'ai recueilli des commentaires concernant le congrès du Conseil du NPD, et je voudrais en faire part à la Chambre. Voici ce qui s'est passé à la réunion du Conseil du Nouveau parti démocratique:

Les économistes Jack Weldon et Rosalind Blauer ont déclaré en fin de semaine à la réunion du NPD que tout effort pour contrôler l'inflation importée des États-Unis au Canada était inutile.

Depuis de longs mois, le NPD n'a cessé de blâmer le gouvernement fédéral. L'article continue ainsi:

Selon David Lewis, député NPD de York-Sud, il serait politiquement impossible au NPD dans sa position actuelle de déclarer: «Le plein emploi avant tout et au diable les prix».

S'il était au pouvoir, son parti pourrait prendre des mesures pour que les prix restent dans des limites raisonnables.

Est-ce là une critique honnête du gouvernement ces derniers mois; c'est lui attribuer tout le blâme, et pourtant, lors de sa réunion, le NPD accuse l'inflation américaine. Nous sommes remarquablement parvenus à contrôler l'inflation provenant des États-Unis et en fait mieux que tout autre pays du monde occidental.

Nos amis socialistes, et nombre d'entre eux sont d'excellents amis personnels, se prétendent amis des travailleurs. J'aimerais que soit consignée cette citation de l'ouvrage *The Annals of the American Academy*. Il s'agit d'un article de l'éminent M. C. Canby Balderston, homme de réputation irréprochable. En fait, certains députés socialistes l'ont également cité. Selon lui:

L'inflation ne constitue pas un moyen efficace à long terme de créer des emplois... L'inflation aboutit à compromettre la stabilité d'emploi car c'est au cours des regains inflationnistes que sont semés les germes de la déflation.

L'inflation ne peut non plus enrayer le chômage chronique qu'entraînent les changements d'utilisation des ressources. Une économie dynamique abandonne l'ancien pour le nouveau et il faut donc s'attendre à ce qu'une croissance économique rapide provoque un certain chômage chronique.

● (9.20 p.m.)

Même si une expansion accrue va tendre à donner du travail à plus de monde, un taux de chômage plus élevé que celui qui refète un chômage critique nous porterait à nous demander si les possibilités d'emploi ne seraient pas meilleures si certains prix étaient plus bas.

Le gouvernement s'est efforcé de maintenir les prix dans des limites raisonnables. A ce sujet, je voudrais proposer quelques idées sur les moyens d'améliorer la situation actuelle, mais le député de la grande province d'Alberta a dit beaucoup de choses. Je voudrais lui rappeler une déclaration qu'à déjà faite le critique financier de son parti, car beaucoup de députés de ce parti ont critiqué ce qui, à les entendre, serait une lutte contre l'inflation destinée à augmenter délibérément le chômage. Je suis confus, car je ne puis concilier cette déclaration du 4 novembre 1969 avec ce que nous entendons depuis quelques heures. Voici ce qu'a dit le critique financier du parti conservateur:

Si les efforts déployés par le pays contre l'inflation restent en deçà de l'objectif visé la situation sera bien pire que si ces efforts dépassaient cet objectif, car s'ils restent en deçà, il nous faudra recommencer à zéro et nous serons encore beaucoup plus éloignés du carré de zéro.

Ainsi le critique financier du parti conservateur déclarait en 1969: Même si l'objectif était dépassé, même si nous créons du chômage, nous devons combattre l'inflation. A mon avis, les députés, et en fait le public canadien, sont en droit de se demander comment l'opposition conçoit au juste la lutte contre le chômage et l'inflation, car sa conception change tellement souvent.

Comme le gouvernement a été mandaté par le peuple en 1968, il a certaines responsabilités d'influencer le développement économique. Toutefois, la stabilité économique du Canada est l'affaire de tous, même celle de l'opposition. Elle est partiellement la responsabilité des autres niveaux de gouvernement, provinciaux et municipaux. Le Canada n'est pas un État unitaire comme la Grande-Bretagne, par exemple, ou encore la Suède. Les pouvoirs constitutionnels conférés au gouvernement cen-